

## Burundi : La société civile réitère son indépendance, enquête pour meurtres

MISNA, 27/10/2010"Le plaidoyer pour la promotion du dialogue entre les partenaires politiques, tout comme la dénonciation de la violation des droits de l'homme n'ont rien à voir avec le soutien d'un quelconque groupe politique", ont affirmé neuf mouvements de la société civile burundaise lors d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur, Edward Nduwimana. Selon l'agence Net Press, la réunion, organisée par le ministre de l'Intérieur, aspirait à atténuer les tensions dernièrement apparues entre le régime et les organisations de défense des droits de l'homme, à la suite d'une vague de violences et de meurtres dans le pays.

Plus particulièrement l'Association burundaise pour la promotion des droits de l'homme (Aprodh) avait dénoncé 22 exécutions sommaires commises par la police pendant le seul mois de septembre, s'exposant aux menaces du gouvernement de lui retirer sa licence et de destituer son président Pierre Claver Mbonimpa, accusé par le régime de soutenir des groupes armés. Pendant ce temps, le procureur de la République a annoncé la création d'une commission spéciale composée de quatre magistrats et de deux officiers de police pour enquêter sur les circonstances de la mort des corps découverts en septembre dans la rivière Rusizi et sur les berges du Lac Tanganyica. [CO]